

# LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE: UN CATALYSEUR POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE EN AFRIQUE

Hôtel Serena | Kigali, Rwanda



**RAPPORT DE L'AGRIBUSINESS FORUM**

6 au 9 Octobre 2013



# RAPPORT DE CONFERENCE

- AGRIBUSINESS FORUM 2013 -

LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE: UN  
CATALYSEUR POUR UNE CROISSANCE  
DURABLE ET INCLUSIVE EN AFRIQUE



# Table des Matières

<b>PREFACE</b>	<b>1</b>
<b>OBJECTIFS ET MISSION DE 'EMRC</b>	<b>1</b>
<b>OBJECTIFS ET MISSION DU MINAGRI</b>	<b>2</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>3</b>
<b>PROGRAMME DU FORUM</b>	<b>5-8</b>
<b>RESUME</b>	<b>9-11</b>
<b>JOUR I - 6 OCTOBRE 2013: FORMATION PRE-CONFERENCE.....</b>	<b>12</b>
Partie I: Comment écrire un plan d'affaires avec succès	12
Partie II: Comment présenter un plan d'affaires avec succès	12
Présentation des Participants	12
Evenement pour rompre la glace	
<b>JOUR II - 7 OCTOBRE 2013: LE DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>	<b>13</b>
OUVERTURE OFFICIELLE de l'AgriBusiness Forum 2013	13
DISCOURS INAUGURAL	13
SESSION I: Le secteur agro-alimentaire pèsera plus de 1000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Comment assurer une croissance durable pour le secteur ? Quels sont les facteurs, du point de vue public ou privé, qui encouragent les investisseurs à s'engager ou à se désister ?	15
CONCOURS INCUBATEUR DE PROJETS EMRC – RABOBANK	20
TABLE RONDE MINISTERERIELLE : Transformer l'agriculture pour la croissance économique	23
Ateliers Parrallèles	25
ATELIER A: Accès au marché: Systèmes d'information et technologies de communication.	25
ATELIER B : L'incubation agro-alimentaire, un outil fondamental pour libérer le potentiel de l'agriculture africaine et la transformation économique	27
Soirée de gala & présentation du CONCOURS INCUBATEUR DE PROJETS EMRC – RABOBANK et de l' AgriBusiness Award EMRC 2013.	31
<b>JOUR III - 8 OCTOBRE 2013 – JOURNEE DE L'INCLUSIVITE .....</b>	<b>32</b>
SESSION II: Comment préparer les petits exploitants agricoles aux partenariats commerciaux: Les stratégies pour améliorer les revenus des petits exploitants agricoles et améliorer leur accès au marché.	32
SESSION III: Promotion du secteur agro-industriel dans la communauté d'Afrique de l'est: la voie vers un accès inclusif aux marchés	36
SESSION SPECIALE : Les opportunités d'investissements au Rwanda dans le secteur agroalimentaire	38
Rencontres d'affaires B2B	40
Soirée de Gala	
<b>JOUR IV - 9 OCTOBRE 2013 – JOURNEE DE LA FINANCE.....</b>	<b>41</b>
SESSION IV: Faciliter l'accès à la finance dans l'agrobusiness	
Partie I: Le rôle du financement commercial	41
Partie II: Les finances publiques et les bailleurs de fonds, l'augmentation des investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie	45
Annnonce de l'édition 2014 de l'Africa Finance & Investment Forum d'EMRC	48

Tous droits réservés. La reproduction de cette information pour la revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation doivent être adressées à:  
EMRC

## **EMRC International**

Avenue Louise, 287  
1050 Bruxelles - Belgique  
Tél. :+32 (0)2 626 15 15  
Fax :+32 (0)2 626 15 16  
E-mail : info@emrc.be

© EMRC 2013

Ecrit par EMRC (Rapporteur: Ben Bizinde)  
Design : SoulProviders



### Avant-propos par le Président d'EMRC International, Prof Pierre Mathijsen

Ancien directeur général du développement régional à la Commission européenne

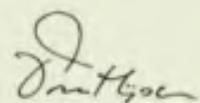
Chers participants,

Ce rapport vous donnera un aperçu des différents thèmes abordés lors de AgriBusiness Forum 2013 tenu à Kigali du 6 au 9 octobre 2013. Comme à l'accoutumée, le Forum a connu un grand succès. L'a rencontre a réuni un nombre important de personnes venant de tout le continent africain et du reste du monde pour discuter de l'avenir du secteur agricole en Afrique.

L'édition 2013 du Forum fait suite à une série de rencontres tenues ces dernières années à Cape Town, Johannesburg, Kampala et Dakar. Le choix de ces grandes villes africaines démontre l'engagement d'EMRC en faveur du développement et du bien-être de l'Afrique subsaharienne. Cet engagement se manifeste également à travers l'aide qu'EMRC accorde aux entreprises agricoles et aux entrepreneurs pour renforcer leurs liens avec des contreparties dans le reste du monde qui peuvent les aider techniquement et financièrement à étendre leurs activités.

En organisant ces rencontres africaines avec l'aide étroite des autorités des pays d'accueil, l'objectif principal poursuivi par EMRC est de renforcer ces liens.

Cette année en particulier, il me semble que la conférence a permis de tenir un très grand nombre de rencontres entre bailleurs de fonds et experts d'une part, petites et moyennes entreprises agricoles d'autre part. Nous sommes convaincus que le développement de la production agricole en Afrique pourrait permettre non seulement de couvrir les besoins du continent, mais aussi d'exporter vers le reste du monde. Ceux parmi nous qui vivent dans ce "reste du monde" sont demandeurs de produits agricoles africains. Par conséquent, les efforts d'EMRC pour encourager ce mouvement bénéficieront non seulement à l'Afrique, mais aussi au reste du monde!



**Prof. Pierre Mathijsen**  
Président du Comité Exécutif d'EMRC

### Avant-propos par Agnes Matilda Kalibata Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Gouvernement du Rwanda

Je tiens à exprimer ma gratitude pour votre participation dévouée à l'AgriBusiness Forum 2013, accueilli par le Gouvernement du Rwanda et organisé par le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animalières (MINAGRI), en partenariat avec EMRC et le Rwanda Development Board (RDB) pour promouvoir l'investissement dans le secteur agricole en Afrique.

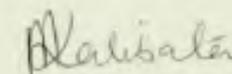
Avec une immense gratitude, je reconnais votre engagement et votre intérêt sans faille au cours des années en faveur de l'agriculture africaine. Je considère que c'est un honneur d'avoir pu accueillir des intervenants et des modérateurs aussi exceptionnels. Leur expertise a suscité un intérêt et un enthousiasme incontestable qui a motivé les participants, et permis de tirer le meilleur parti du temps qui nous a été alloué. Notre objectif principal est de promouvoir l'investissement dans le secteur agricole en Afrique. À cet égard, de nombreux sujets abordés lors du Forum ont fourni des informations pertinentes et permis d'élargir les connaissances des participants.

Le Forum a été un franc succès, avec plus de 400 délégués et intervenants venant de différents pays. Il a été l'occasion d'une interaction intellectuelle et sociale pour les participants. Être exposé à un groupe aussi diversifié a été une expérience passionnante et une source d'inspiration. Le Forum se voulait également un tremplin pour la mise en place de partenariats d'affaires, et pour le renforcement de la coopération dans le secteur agricole. De mon point de vue, cette rencontre a été une excellente occasion d'apprendre, d'enrichir nos connaissances et notre compréhension sur l'agro-industrie et de renforcer nos réseaux.

J'apprécie le soutien et l'engagement du Gouvernement du Rwanda, d'EMRC, du Rwanda Development Board, de nos partenaires pour le développement et de nos sponsors. Sans leur participation, le Forum n'aurait pas rencontré un tel succès. Je tiens également à remercier tout spécialement le personnel du ministère pour leur engagement et leur travail acharné en préparation du Forum.

Une fois de plus, je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à tous les participants à l'AgriBusiness Forum 2013. J'espère que votre participation au Forum a été à la fois enrichissante et précieuse.

Cordialement,



**Dr. Agnes Matilda Kalibata**  
Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Gouvernement du Rwanda



## PREFACE

L'AgriBusiness Forum d'EMRC est une réunion annuelle d'experts africains et internationaux visant à assurer l'avenir du secteur agro-alimentaire de l'Afrique subsaharienne.

Autrefois tenu en Europe, le Forum est désormais systématiquement hébergé par une ville africaine: Le Cap en 2009, suivi par Kampala en 2010, Johannesburg en 2011, et Dakar en 2012. Kigali semblait une destination logique pour 2013, compte tenu de la campagne nationale du gouvernement rwandais pour augmenter la production agricole, et le statut du Rwanda comme tête de pont du marché Est africain.

Le Forum de cette année a été organisé en partenariat avec le Ministère rwandais de l'Agriculture et des Ressources Animales (MINAGRI) et le Rwanda Development Board (RDB). Cela a permis de constituer une plate-forme pour la tenue de débats ouverts, de favoriser un dialogue public-privé et l'interaction entre entreprises.

Le Forum rassemble un large éventail de professionnels de l'agroalimentaire, notamment les principales entreprises du secteur, coopératives, PME, partenaires financiers, entrepreneurs, responsables gouvernementaux, société civile, chercheurs, organisations internationales et bailleurs de fonds. L'événement permet aux participants d'élargir leurs réseaux, de créer de nouveaux partenariats, de prendre connaissance des technologies les plus récentes et de l'évolution du secteur agro-industriel, et de promouvoir le secteur agro-alimentaire à travers l'Afrique et au-delà, en réponse à la demande mondiale croissante pour les produits alimentaires.

## OBJECTIFS ET MISSION D'EMRC

EMRC est une organisation internationale dont la mission est de promouvoir un développement économique durable en Afrique en soutenant et en encourageant la création de partenariats d'affaires, avec un accent particulier sur les relations économiques et commerciales avec le secteur privé. EMRC est composé d'un vaste réseau d'entrepreneurs, de partenaires financiers et de représentants de plus de cent pays à travers le monde.

Afin de réaliser sa mission, EMRC développe les initiatives suivantes:

- L'AgriBusiness Forum, qui a lieu chaque année et attire une moyenne de 400-500 experts et décideurs venus du monde entier, y compris des multinationales, PME, organisations d'agriculteurs, partenaires financiers, bailleurs de fonds, chercheurs, gouvernements, agences de développement, ONG et des consultants. Tenu à l'origine en Europe, le Forum se déroule désormais dans une ville africaine. Chaque édition du Forum s'articule autour d'un thème central qui aborde les défis et les opportunités dans le secteur agro-alimentaire.
- L'Africa Finance & Investment Forum (AFIF) vise à renforcer le secteur privé en Afrique et à favoriser la création de nouveaux partenariats d'affaires à travers des projets conjoints Nord-Sud et Sud-Sud. Le Forum est destiné aux entrepreneurs cherchant à obtenir des financements pour leurs projets et à nouer des partenariats, ainsi qu'aux décideurs politiques, investisseurs et banquiers. Le Forum AFIF a lieu chaque année en Europe et est organisé en collaboration avec des institutions financières de premier plan
- Des forums spéciaux, les missions agricoles et économiques - EMRC organise des missions dans le but de promouvoir les relations interrégionales et partenariats d'affaires. Deux éléments clés des événements EMRC sont le **Concours Incubateur de Projets EMRC-Rabobank**, et les **réunions d'affaires B2B (Business to Business)**.

## OBJECTIFS ET MISSION DU MINAGRI

L'objectif du MINAGRI est de moderniser le secteur agricole et l'élevage dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire.

Le secteur agricole compte pour environ 35% du produit intérieur brut (PIB) du Rwanda. Il s'agit d'un secteur de développement prioritaire qui emploie environ 80 % de la population au Rwanda. L'agriculture a été le principal moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté, avec 1 million de personnes sorties de la pauvreté en l'espace de cinq ans.

Le secteur constitue le fondement et la colonne vertébrale de l'économie et a bénéficié d'une augmentation des investissements au niveau des intrants agricoles, de la consolidation des parcelles, des infrastructures et de la production. La commercialisation du secteur a également permis de compter pour 45% de la réduction de la pauvreté au Rwanda au cours de la décennie écoulée.

La mission du Ministère est d'initier, de développer et de gérer des programmes appropriés de transformation et de modernisation de l'agriculture et de l'élevage pour assurer la sécurité alimentaire et contribuer à l'économie nationale.

Nos efforts visent à conduire le secteur vers des pratiques, des techniques et de la technologie qui répondra à la vision du pays pour atteindre son autosuffisance.

## REMERCIEMENTS

**EMRC** et **MINAGRI** tiennent à remercier le Gouvernement du Rwanda d'avoir accueilli l'AgriBusiness Forum 2013. Cela témoigne de l'engagement du Gouvernement à soutenir le développement du secteur agro-alimentaire en Afrique.

Une fois de plus, la tenue du Forum 2013 n'aurait pas été possible sans le soutien précieux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et la Fondation Rabobank, ainsi que le Rwanda Development Board - RDB.

Nous tenons également à remercier nos partenaires: **LR Group, UniBRAIN, FARA, la Banque Populaire du Rwanda, l'Agence belge de Développement (CTB), l'Etat d'Osun au Nigéria, ProCAD, le Fonds de Promotion de l'Industrie, IFDC, Balton, Bralirwa, Minimex, PSF, COOPAC, I & M Bank, Naeb, Rwanda Mountain Tea, la Société Financière Internationale comme partenaire scientifique, et l'African Business Roundtable (Table Ronde Africaine pour les affaires)** comme partenaire de networking.





## PROGRAMME

### Jour I 6 Octobre 2013, Dimanche

09h00-11h00	INSCRIPTION TOUTE LA JOURNEE
11h00-13h00	<b>PRE-CONFERENCE FORMATION PARTIE I: COMMENT REDIGER UN BUSINESS PLAN</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Zano Mataruka</b>, Responsable région Afrique Sub-saharienne AgriBusiness &amp; Foresterie, IFC, Kenya</li> <li>• <b>Arthur Levi</b>, Membre du Comité Exécutif EMRC International, Belgique</li> <li>• <b>Michael Schlup</b>, Regional Mgr Africa, Bunge Environmental Markets, Afrique du Sud</li> </ul>
13h00-14h30	DEJEUNER D'AFFAIRES
14h30-16h30	<b>PRE CONFERENCE FORMATION PARTIE II: COMMENT PRESENTER UN BUSINESS PLAN</b>
16h30-18h30	PRESENTATION DES PARTICIPANTS
18h30	COCKTAIL DE BIENVENUE

### Jour II 7 Octobre 2013, Lundi

LE DEVELOPPEMENT DURABLE	
OUVERTURE OFFICIELLE DE L'AGRIBUSINESS FORUM 2013	
08h00-09h00	ARRIVEE DES PARTICIPANTS, DU CORPS DIPLOMATIQUE ET AUTRES DIGNITAIRES
09h00-09h30	ARRIVEE DES MINISTRES
09h30-10h00	ARRIVEE DES INVITÉS D'HONNEUR
10h00-10h10	HYMNE NATIONAL
10h10-10h25	<b>Pierre Mathijssen</b> , Président, EMRC International, Belgique
10h25-10h40	<b>Agnes Kalibata</b> , Ministre, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, Rwanda
10h40-11h00	<b>Akinwunmi Ayo Adesina</b> , Ministre Fédéral de l'Agriculture & des Ressources Animales, Nigéria
11h00 - 11h30	INTERVENTION DE L'INVITE D'HONNEUR: S. E. Premier Ministre du Rwanda, <b>Pierre Habumuremyi</b>
11h30-12h00	PAUSE CAFE

**Session I: L'Agriculture et l'agrobusiness représenteront une industrie de 1 trillion d'USD en Afrique Subsaharienne à l'horizon 2030; Comment assurer une croissance durable dans ce secteur ? Quels sont les facteurs qui influencent les investisseurs?**

**Modérateur: Mark Austin, Senior Operations Specialist, Banque Mondiale, Rwanda**

12h00-13h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Alhaji Jallow</b>, FAO, Ouganda</li> <li>• <b>Ian Wood</b>, Président, Wood Family Trust, UK</li> <li>• <b>Amata Diabate</b>, Resident Rep. PNUD, Rwanda</li> <li>• <b>Jonathan Hall</b>, Directeur Général, Bralirwa, Rwanda</li> <li>• <b>Ami Lustig</b>, Président &amp; CEO, LR Group, Israël</li> <li>• <b>Gagan Khurana</b>, Operations pays et partenariats, Grow Africa Initiative, Suisse</li> </ul>
-------------	---



13h30-14h30	DEJEUNER D'AFFAIRES
14h30-15h30	<p>Session Speciale – EMRC – Concours de l'Incubateur de Projet Présentations des projets des finalistes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Bukola Adeshina</b>, A &amp; SHINE INTERNATIONAL LTD, Nigéria</li> <li>• <b>Cathy Mbuyi Tshiswaka</b>, OPTIFOOD PRODUCTION, RDC</li> <li>• <b>Peace Byandusya</b>, MUSHROOM TRAINING AND RESOURCE CENTRE, Ouganda</li> <li>• <b>Jean Claude Ruzibiza</b>, RWANDA BEST, Rwanda</li> </ul>
15h30-16h30	<p>TABLE RONDE MINISTERIELLE</p> <p><b>Modérateur: Negatu Makonnen, Représentant Pays, Banque Africaine du Développement, Rwanda</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Agnes Kalibata</b>, Ministre, Ministère de l'Agriculture et des ressources animales, Rwanda</li> <li>• <b>Julien Nkoghe Bekale</b>, Ministre, Ministère de l'Agriculture, Gabon</li> <li>• <b>Ruth Nankabirwa Ssentamu</b>, Ministre, Ministère de l'Agriculture, Ouganda</li> </ul>
2 ATELIERS PARALLELES	
16h30-18h00	<p><b>ATELIER A: AMELIORER L'ACCES AU MARCHÉ A TRAVERS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION</b> <b>Modérateur : Innocent Ntabana Consultant, IFDC (International Fertiliser Development Centre), Rwanda</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Olaf Erz</b>, Représentant de pays et directeur régional Afrique de l'Est, IICD (Institut International pour la Communication et le Développement), Ethiopie</li> <li>• <b>Titus Nalinda</b>, Assistant de recherche, Université Makerere, Ouganda</li> <li>• <b>Martin Drevon</b>, Chef de Projet/ Projet PReFER, Rwanda</li> <li>• <b>Bridget Okumu</b>, AMITSA Coordinateur de Programme, IFDC, Kenya</li> <li>• <b>Willen Selen</b>, Spécialiste IT, IFDC, Kenya</li> </ul>
16h30-18h00	<p><b>ATELIER B: Incubation AgriBusiness, un outil instrumental pour libérer le potentiel de l'agriculture africaine et la transformation économique</b></p> <p><b>Modérateur : Dr. Michael MaKokha</b>, Fondateur et CEO, Adaptive Seed Company Ltd, Kenya*</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Steven Giddings</b>, Facilitateur régional Afrique, Banque Mondiale - Infodev, Afrique du Sud</li> <li>• <b>Alex Ariho</b>, Coordinateur, UniBRAIN, Ghana</li> <li>• <b>Henry Bwisa</b>, Professeur titulaire de l'entrepreneuriat à JKUAT et Président du Centre pour la Promotion des investissements, Kenya</li> <li>• <b>Somasundaram SM. Karuppanchetty</b>, Directeur Général, ABI-ICRISAT, Inde</li> <li>• <b>Charles Kwesiga</b>, Directeur Executif, Uganda Industrial Research Institute, Ouganda</li> </ul>
19h00	<p><b>Diner de Gala:</b> Présentation du lauréat du Concours de l'Incubateur de Projet 2013, en présence des officiels gouvernementaux, ambassadeurs, médias et de la communauté d'affaires.</p> <p><b>Présentation Spéciale :</b> H.E Ogbeni Rauf Aregbesola, Gouverneur Executif</p>

<b>Jour III 8 Octobre 2013, Mardi</b>	
JOURNEE DE L'INCLUSIVITE	
09h00-10h00	<p>SESSIONS PLENIERES</p> <p><b>SESSION II: Comment préparer les petits exploitants agricoles pour des partenariats commerciaux: des stratégies pour améliorer les revenus et l'accès au marché des petits exploitants et des agriculteurs</b></p> <p><b>Modérateur: Carlos Da Silva, Economiste Senior Agrobusiness, FAO, Italie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Rebecca Savoie</b>, Directeur Pays, Technoserve, Tanzanie</li> <li>• <b>Wainena Kung'u</b>, Export Trading Company, Kenya</li> <li>• <b>Claude Mansell</b>, Directeur Général, Minimex, Rwanda</li> <li>• <b>Raf Somers</b>, Co-Manager de Seeds &amp; Agricultural Development Program, Agence Belge de Développement, Rwanda</li> <li>• <b>Marcos Le Moal</b>, PAA Africa Project, WFP-FAO Niger</li> <li>• <b>Yariv Kedar</b>, Directeur Général, AgriBusiness Durable, Amiran Kenya, Kenya</li> </ul> <p><b>SESSION III: La promotion du développement des agro-industries en Afrique de l'Est: une voie d'accès au marché inclusif</b></p>
10h00-11h15	<p><b>Modérateur: Alhaji Jallow</b>, Représentant FAO en Ouganda</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Nuhu Hatibu</b>, PDG, Kilimo Trust E. Africa, Ouganda</li> <li>• <b>Fiona Lukwago</b>, Assistante Directeur, Kilimo Trust E. Africa, Ouganda</li> <li>• <b>Moses Marwa</b>, Économiste Agricole Principal, EAC, Tanzanie</li> <li>• <b>Eleni Gabre-Madhin</b>, Directeur Général, Eleni LLC, Kenya</li> </ul>
11h15-11h30	<p>PAUSE CAFE</p> <p><b>Session Spéciale – Les opportunités d'investissements au Rwanda dans le secteur de l'agroalimentaire</b></p>
11h30-13h15	<p><b>Modérateur: Nuhu Hatibu, Chief Executive Officer, Kilimo Trust E. Africa, Ouganda</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Agnes Kalibata</b>, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Rwanda</li> <li>• <b>Clare Akamanzi</b>, Directeur Général, Rwanda Development Board, Rwanda</li> <li>• <b>Hannington Namara</b>, Directeur Général, Fédération du Secteur Privé, Rwanda</li> <li>• <b>Paul Kukubo</b>, Directeur Général, East African Exchange, Rwanda</li> <li>• <b>Peter M. Kerkhoven</b>, Cofondateur, Tierra BV, Pays-Bas</li> </ul>
13h15-14h30	DEJEUNER D'AFFAIRES
14h30-19h00	Rencontres d'affaires B2B personnalisées
19h30	DINER D'AFFAIRES



**Jour IV 9 Octobre 2013, Mercredi**

JOURNEE DE FINANCES

09h00-10h30	<p><b>Session IV – Faciliter l'accès au financement pour l'agrobusiness</b> PART I: Le rôle du financement commercial</p> <p><b>Modérateur: Arthur Levi, Membre du Comité Exécutif EMRC International, Belgique</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Sylvia Ngare</b>, Conseiller du PDG, Centum, Kenya</li><li>• <b>Ephraim Turahirwa</b>, Directeur Général, Banque Populaire du Rwanda, Rwanda</li><li>• <b>Ami Lustig</b>, Président &amp; CEO, LR Group, Israel</li><li>• <b>Eric Kaleja</b>, Représentant résident, KfW/DEG, Kenya</li><li>• <b>Daniel Muhimuzi</b>, Directeur Pays, Oikocredit, Rwanda</li></ul>
10h30-11h00	PAUSE CAFE
11h00-12h30	<p>Partie II: Les financements publics et les bailleurs de fonds comment améliorer les choses, investir d'avantage dans l'agriculture et l'agro-industrie</p> <p><b>Modérateur: Arthur Levi</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Pichette Kampeta Sayinzoga</b>, Secrétaire Permanent, Ministère des Finances et de la Plannification Economique, Rwanda</li><li>• <b>Negatu Makonnen</b>, Représentant Pays, AfDB, Rwanda</li><li>• <b>Nuria de Oca</b>, Indicateurs Globaux et analyses financières et Développement secteur privé, Banque Mondiale, USA</li><li>• <b>M. Kalyanasundaram</b>, Directeur Général, DHAN International, India</li></ul>
12h30	<p><b>ANNONCE DE L'ÉDITION 2014 DE L'AFRICA FINANCE &amp; INVESTMENT FORUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Idit Miller</b>, Directrice Générale EMRC, Belgique</li><li>• <b>Eric Kaleja</b>, Représentant Resident, KfW/DEG, Kenya</li></ul> <p><b>FERMETURE OFFICIELLE DU FORUM</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Ernest Ruzindaza</b>, Secrétaire Permanent, Ministère de l'Agriculture, Rwanda</li></ul>
13h00-15h00	<p>DEJEUNER D'AFFAIRES</p> <p>DEPART DES PARTICIPANTS SELON LEUR CONVENANCE</p>
15h00	<p><b>VISITE AU MEMORIAL DU GENOCIDE A KIGALI</b></p>

**RESUME**

L'AgriBusiness Forum de cette année a fourni une plate-forme de discussion pan-africaine intitulée « Secteur agro-alimentaire: Catalyseur pour la croissance durable et inclusive en Afrique ». Le Forum a été organisé par le Gouvernement du Rwanda et le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales (**MINAGRI**), et **EMRC** en collaboration avec la **FAO**, la **Fondation Rabobank** et **Rwanda Development Board (RDB)**.

Le Forum a été l'occasion d'analyser les tendances actuelles, ainsi que de discuter des moyens financiers permettant d'assurer une croissance durable et inclusive du secteur agro-alimentaire en Afrique. Les présentations se sont penchées notamment sur le Rwanda, l'Afrique de l'Est et le continent dans son ensemble, données par des représentants venant aussi bien des secteurs privé que public. Les intervenants ont fourni des aperçus et des évaluations permettant aux participants d'élargir leur compréhension de ce que réserve l'avenir du secteur.

Sur une période de quatre jours, des personnalités de premier plan se sont réunies au Forum, parmi lesquels des Ministres, PDG, représentants de la société civile ainsi que des entrepreneurs du continent et au-delà, participant à des débats intenses et permettant de saisir opportunités d'affaires. En tout, plus de 400 participants étaient présents, venant de 41 pays et 4 continents.

L'Afrique subsaharienne peut jouer un rôle clé pour apporter des réponses aux questions de plus en plus pressantes sur la sécurité alimentaire mondiale. Avec pas moins de six des dix pays ayant les croissances économiques les plus dynamiques de la planète au cours de la dernière décennie, l'Afrique attire aujourd'hui un flux d'investissements continu qui a atteint 55 milliards de dollars US en 2011. Cette croissance devrait se poursuivre, soutenue par une population en pleine croissance qui dépasse aujourd'hui le milliard de personnes.

Le Forum fut officiellement ouvert par le Premier Ministre du Rwanda, Pierre Habumuremyi, et le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Agnes Matilda Kalibata. Des membres des gouvernements du Nigéria (Akinwunmi Ayo Adesina), de l'Ouganda (Ruth Nankabirwa Sentamu) et du Gabon (Julien Nkoghe Bekale) ont prêté main forte dans l'apport d'une vision régionale et panafricaine au Forum, en présentant des initiatives agricoles locales et régionales en cours, et en contribuant à trouver des solutions aux obstacles et problèmes actuels auxquels sont confrontés les gouvernements et les communautés à travers le continent.



**Le MINAGRI Rwanda** a donné un aperçu des politiques agricoles actuelles du pays, et montré aux participants comment le Rwanda a fait usage d'une stabilité retrouvée, de sa soif d'innover et d'une croissance économique soutenue d'environ 7% par an pour hisser le secteur agricole au rang des principales priorités nationales permettant de créer des emplois, augmenter les revenus et favoriser les investissements directs étrangers.

Les débats du Forum ont été organisés par thème. Le jour II fut consacré au développement durable, le jour III à l'inclusivité et le jour IV aux questions de financement.

Chaque séance plénière fut introduite par un groupe d'experts, permettant aux participants d'acquiescer une vue d'ensemble du sujet abordé. Les présentations furent suivies par des séances de questions-réponses, permettant à chaque fois d'avoir un débat animé autour d'une problématique.

Afin de faire honneur à son rôle de pays d'accueil, une session spéciale portant sur « les opportunités d'investissement au Rwanda dans le secteur agro-alimentaire » a été organisée pour souligner le travail actuellement entrepris par le pays pour renforcer le secteur agro-alimentaire, ainsi que pour mettre en avant les opportunités commerciales et d'investissements. La Ministre rwandaise de l'Agriculture et des Ressources Animales, Agnès Kalibata, a mis en avant la nécessité d'inclure le secteur privé dans les actions visant à renforcer les communautés agricoles, et souligné la nécessité de renforcer les partenariats public-privé dans tous les domaines. Elle a également souligné l'importance du principe de consolidation des terres dans les régions où les agriculteurs utilisent les terres sur une base collective.

Une fois de plus, des projets exceptionnels ont été présentés au Concours Incubateur de Projets EMRC – Rabobank. Les finalistes étaient : Bukola Adeshina, représentant le projet A & Shine International (Nigéria), Cathy Mbuyi, représentant la production Optifood (RDC), Jean-Claude Ruzibiza du projet Rwanda Best – (Rwanda) et Peace Byandusya du Centre de formation et d'information sur les champignons (Ouganda). Le prix de l'incubateur a été attribué à Jean-Claude Ruzibiza, de Rwanda Best, en récompense à un projet combinant développement durable, croissance économique et emploi pour la communauté locale. Un prix de 15.000 US \$ lui a été remis.

L'AgriBusiness Award d'EMRC a été remis au Gouverneur Exécutif de l'Etat d'Osun, au Nigéria, son Excellence Rauf Aregbesola, en reconnaissance de sa contribution exemplaire à la mise en œuvre de politiques visant à développer le secteur agroalimentaire de l'État d'Osun, et les diverses mesures en faveur de l'autonomisation des populations locales et des jeunes.

Le Forum a été précédé d'une courte formation dispensée par des experts internationaux sur la façon d'écrire et de présenter un plan d'affaires, suivi d'une après-midi consacrée à des séances B2B (business to business). Plus de 600 réunions ont eu lieu, à la grande satisfaction des participants.



## JOUR I - 6 Octobre 2013

### PRE-CONFERENCE

FORMATION PARTIE I: Comment écrire un plan d'affaires avec succès

FORMATION PARTIE II: Comment présenter un plan d'affaires avec succès

### Formateurs:

**Zano Mataruka**, Directeur régional pour l'Afrique subsaharienne, secteur Agro-alimentaire et sylviculture, SFI, Kenya

**Arthur Levi**, membre du Comité Exécutif d'EMRC, Belgique

**Michael Schlup**, Directeur régional Afrique, Bunge Environnemental Markets, Afrique du Sud

L'atelier a pris la forme d'un exercice collectif visant à fournir des conseils pratiques sur la façon de présenter un projet d'une manière claire, concise et convaincante dans le but d'attirer les investisseurs potentiels.

Les modérateurs ont réparti les participants en 18 groupes, en leur donnant pour tâche de mettre en avant une entreprise de leur choix. Un temps de préparation de 20 minutes a été alloué, suivi d'une présentation de 5 minutes pour chaque groupe.

La formation a également permis aux délégués de faire connaissance les uns avec les autres et de nouer des liens dans une atmosphère détendue.



## JOUR II - 7 Octobre 2013 – LE DEVELOPPEMENT DURABLE

### OUVERTURE OFFICIELLE

**Prof. Pierre Mathijsen**, Président d'EMRC International, Belgique

Le Prof. Mathijsen a officiellement ouvert l'AgriBusiness Forum 2013. Il a commencé par s'exprimer au nom d'EMRC, soulignant la gratitude de l'organisation envers le Gouvernement du Rwanda et le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animalières d'avoir accueilli le Forum, et permis à des délégués du monde entier d'assister aux discussions et de forger des liens, ainsi que nouer des partenariats et faire des affaires. Il a enchaîné sur le rôle de l'Afrique, et la capacité du continent à faire face à l'adversité.

*Cette même force peut être mise à profit dans le domaine de l'agriculture, en travaillant avec les petits agriculteurs individuels, souligna-t-il. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles EMRC rassemble autant de personnes sous un même toit : Afin de mettre en contact ceux qui peuvent fournir des investissements et de la technologie pour aider ces entreprises à se développer.*

Il a conclu en remerciant le Premier Ministre du Rwanda, Son Excellence Pierre Damien Habumuremyi, ainsi que tous les autres délégués pour leur présence.

**Dr. Agnes Kalibata**, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Rwanda

*"L'agriculture est un pilier du développement", affirma la ministre. "Les Gouvernements et le secteur privé doivent travailler ensemble et forger des partenariats pour que le secteur agricole puisse vraiment décoller. Cela permettra de créer des partenariats et des liens tangibles au sein du secteur de l'agribusiness."*

Le Ministre a souligné la nécessité pour le secteur public et privé de travailler ensemble, et souligné que c'était l'une des raisons principales d'accueillir le Forum: réunir des représentants sur l'ensemble de la chaîne de valeur ainsi que d'établir des partenariats. Elle a appelé les délégués à profiter de leur passage à Kigali pour en savoir plus sur les opportunités d'affaires dans le secteur agro-alimentaire et d'établir des partenariats. *"Il s'agit donc de faire bénéficier l'ensemble du continent et pas uniquement le Rwanda", conclut-elle.*





**Dr. Akinwunmi Ayo Adesina, Ministre Fédéral de l'Agriculture et du Développement Rural, Nigéria**

Le Ministre a mis l'accent sur les nombreux avantages du secteur agroalimentaire. "L'agriculture n'est pas une activité de développement, il s'agit plutôt d'une activité économique visant à créer de la richesse. Par conséquent, tous les acteurs de la chaîne de valeur jouent un rôle essentiel, du planteur de semences jusqu'au secteur privé et au consommateur final". Il a ensuite souligné que l'agriculture est un secteur d'exportation fiable, avec des débouchés importants soutenus par une demande constante. Il y a donc un potentiel important pour le secteur agricole au Nigéria et dans d'autres parties du continent africain. Il est crucial, continua le Ministre, que les pouvoirs publics permettent au secteur privé de participer à cette évolution. En outre, il faut également ne pas se contenter de produire, mais aussi transformer les produits afin d'ajouter de la valeur. Le Ministre a ensuite cité les exemples des filières du manioc et du blé au Nigéria.

**S.E. Pierre Damien Habumuremyi, Premier Ministre du Rwanda**



Le Premier Ministre a souligné l'importance capitale du secteur agricole au cours de son intervention. Il a expliqué que l'heure était venue de passer de l'agriculture vivrière à une agriculture orientée vers les besoins du marché, de s'engager dans l'agro-industrie et d'ajouter de la valeur grâce à la transformation et la commercialisation. Le Gouvernement du Rwanda reconnaît le rôle du secteur agricole dans l'économie, contribuant à environ 33 % du PIB en 2012. L'approche du Gouvernement rwandais est orientée vers les marchés agricoles, et les politiques de l'EDPRS ont contribué à accroître la productivité et l'emploi des jeunes dans le secteur agricole. Le secteur agro-industriel sera relancé grâce à des mesures budgétaires, grâce à l'implication du secteur privé et la création d'un environnement favorable au bon fonctionnement du secteur privé. La simplification des démarches signifie que l'on peut aujourd'hui créer une société en l'espace de 6 heures au Rwanda, ce qui a contribué à augmenter de 70% les investissements locaux et étrangers au cours des deux dernières années.

**SESSION I:** Le secteur agro-alimentaire pèsera plus de 1000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Comment assurer une croissance durable pour le secteur ? Quels sont les facteurs, du point de vue public ou privé, qui encouragent les investisseurs à s'engager ou à se désister ?

**Modérateur : Mark Austin, spécialiste principal des opérations, Banque Mondiale, Rwanda**



**Alhaji Jallow, Représentant de la FAO en Ouganda, Ouganda**

Alhaji Jallow a commencé par expliquer que les défis alimentaires mondiaux d'aujourd'hui sont différents de ceux du passé. Les solutions, doivent donc, elles aussi, être adaptées en fonction des nouvelles réalités. L'évolution récente du secteur a apporté des solutions et conduit à des résultats tangibles face à certains problèmes, mais aussi créé de nouveaux défis. Les petits exploitants jouent un rôle essentiel pour que le secteur agro-industriel soit durable. Pour assurer une croissance durable, les questions suivantes doivent être réglées:

- Développer et solidifier les maillons de la chaîne financière pour faciliter l'accès au financement
- Renforcer les partenariats public-privé
- Promouvoir le commerce interrégional
- Réduire les pertes post-récolte

**Sir Ian Wood, Président, Wood Family Trust, Royaume-Uni**



Sir Ian Wood a commencé son intervention en expliquant que l'objectif principal du Wood Family Trust est d'aider des entreprises à devenir viables. C'est ce qui a conduit le trust à investir dans la filière du thé, notamment la production de thé chai en Tanzanie, et à Imbarutso au Rwanda. M. Wood a aussi souligné le rôle important des petits exploitants dans la filière du thé, en ajoutant que de nombreux défis devaient encore être surmontés, qui nécessitent notamment un changement de mentalités et de cultures. Il a conclu en disant que la filière du thé avait un grand potentiel encore inexploité et un grand potentiel d'investissement.



**Amata Diabate, Représentant Résident du PNUD, Rwanda**

Amata Diabate a réitéré la nécessité de renforcer les réseaux, notamment les liens avec les fournisseurs d'intrants permettant d'éviter les pertes post-récolte. L'agrobusiness peut contribuer à réduire la pauvreté, souligna-t-il.

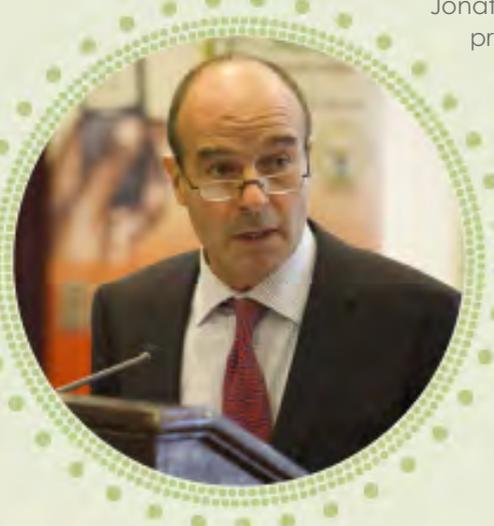
C'est l'une des principales raisons pour lesquelles le PNUD au Rwanda met l'accent sur l'amélioration de l'agriculture à travers le renforcement des chaînes de valeur (3ADI). L'ONU soutient également le EDPRS2, la technologie et la professionnalisation, en particulier des jeunes et des femmes au Rwanda.



**Jonathan Hall, Directeur Général, Bralirwa, Rwanda**

Jonathan Hall a commencé son intervention en présentant une joint-venture entre Bralirwa et MINIMEX ayant permis de créer un système d'irrigation sur 260 hectares pour la production de semences destinées au marché rwandais, et notamment celui des petits agriculteurs.

Cette co-entreprise a permis de créer 200 emplois, et l'entreprise cherche actuellement à former des partenariats avec des petits agriculteurs locaux.



**Ami Lustig, President & CEO, LR Group, Israel**

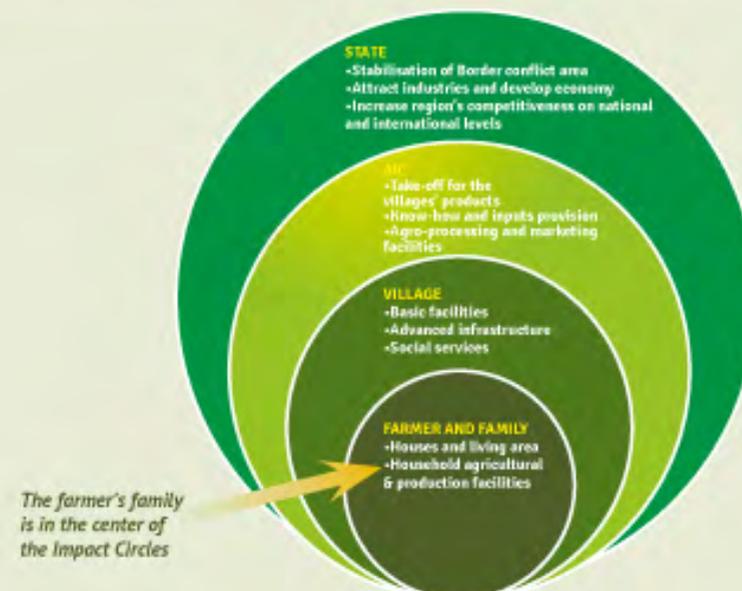
Ami Lustig a fait une brève présentation de LR Group. Le groupe est actif aussi bien dans le domaine de l'infrastructure que dans le domaine du développement rural. Dans le secteur agricole, l'entreprise est spécialisée dans le domaine laitier.

"L'agriculture est avant tout une affaire de gestion et de couverture des risques", expliqua-t-il. Il a souligné le fait que l'on peut faire d'excellentes récoltes un jour, et tout perdre le lendemain – la gestion du risque est donc un facteur essentiel. Avec une bonne gestion, on peut faire des investissements très porteurs.



LR Group a réussi à travailler aussi bien avec les secteurs public et privé, et la firme est plus que jamais convaincue du potentiel prometteur du secteur agricole en Afrique

**ADAMA LEVELS OF IMPACT**





**Gagan Khurana, Dcteur Opérations Pays, Grow Africa Initiative, Suisse**

Khurana expliqua que les petits producteurs se focalisent beaucoup sur la réduction des risques et des coûts, mais ne pensent jamais à la productivité. Les petits producteurs africains sont coincés dans un piège de la pauvreté qui les empêche d'améliorer leurs moyens de subsistance. "Pour parvenir à des trouver des solutions innovantes, les associations d'agriculteurs, les entreprises et les Gouvernements doivent se mettre ensemble et créer des mécanismes qui soient efficaces et économiquement viables, permettant d'intégrer les petits exploitants dans les chaînes de valeur de l'économie formelle", a-t-il dit. Il est impératif pour cela d'entrer en contact avec les petits exploitants géographiquement dispersés au moyen d'une chaîne d'approvisionnement qui garantit la transparence, le commerce équitable, la stabilité des prix et la traçabilité.

**Grow Africa aims to develop a robust investment portfolio which will allow for an exponential increase in investments into Africa. Smallholder integration into formal value chains is an important part of this process**



Grow Africa aims to ensure environmental sustainability and farmer income growth as key filters for all investments into the sector





### CONCOURS INCUBATEUR DE PROJETS EMRC – RABOBANK

Les projets en lice pour le Concours Incubateur de Projets EMRC-Rabobank ont été annoncés par **Pierre van Hedel, Directeur Général de la Fondation Rabobank, Pays-Bas.**



Van Hedel a rappelé que la Rabobank est une banque coopérative fondée il y a 100 ans. Plus de 20 candidatures ont été reçues pour le concours. Le comité d'évaluation, composé de Rabobank et d'EMRC, a sélectionné quatre projets dans cette liste. Pierre van Hedel a expliqué que les critères de sélection sont basés sur l'orientation commerciale, la durabilité, l'expertise, la capacité financière, la gouvernance, l'attitude et l'engagement.

Enfin, le critère déterminant est que le projet doit contribuer au développement des communautés rurales.

#### **Bukola Adeshina, A & Shine International Ltd, Nigéria**

La société A & Shine est active dans l'apiculture. Il s'agit de l'entreprise leader dans le traitement et le conditionnement du miel au Nigéria. La société a un accord avec des apiculteurs locaux qui exploitent un total de 2000 ruches au sein de coopératives. Actuellement, l'entreprise

livre chaque année une moyenne de 90 tonnes de différents miels aromatisés dans le marché nigérian, sur un marché local estimé à 250 tonnes. "Nous devons améliorer la manière selon laquelle le miel est récolté et ajouter de la valeur", conclut-elle.

#### **Cathy Mbuyi Tshiswaka, Optifood, République Démocratique du Congo:**

Le projet Optifood se focalise sur le traitement et la conservation de produits agro-alimentaires. Situé en RDC, il a été créé en 2006 et emploie 10 personnes, à savoir 6 femmes et 4 hommes. Optifood est spécialisée dans la transformation du piment en forme de purée et sous forme séchée, les légumes secs, les jus de fruits et le vin.



#### **Peace Byandusa, Centre de Formation sur les Champignons, Ouganda**

Il s'agit d'une organisation communautaire basée dans le sud-ouest de l'Ouganda, visant à améliorer les moyens de subsistance des communautés rurales grâce à la culture de pleurotes. Le centre a été ouvert en 2007 et a noué des liens forts avec des agriculteurs depuis plus de six ans. Le centre donne des formations dans la production de champignons, et assiste également à la diffusion de technologies de traitement des champignons et la mise sur le marché. Les bénéficiaires du centre sont des collectivités locales, en majorité des femmes et des jeunes entrepreneurs, des membres vulnérables de la société et les institutions d'enseignement.

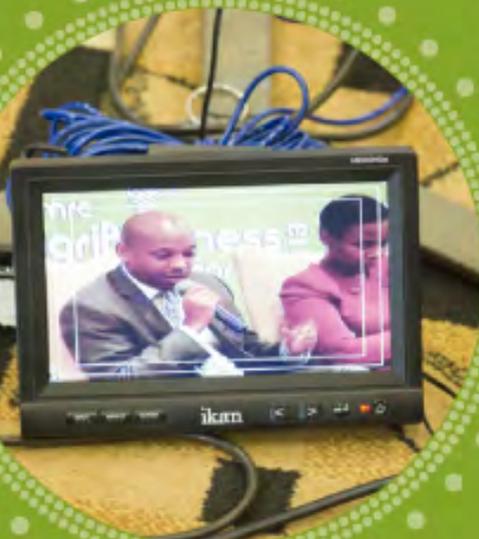


#### **Jean-Claude Ruzibiza, Rwanda Best Farm Ltd, Rwanda:**

Africa Best est un élevage de volailles qui a été créé en 1998 sur une petite échelle, avec 100 couches pour la production d'œufs dans la commune de Rulindo. Actuellement, Rwanda Best a quatre activités principales, à savoir l'aviculture, l'agro-industrie, l'horticulture, et la culture de champignons. Les activités s'étendent sur une exploitation de quatre hectares environ.

La ferme négocie actuellement l'acquisition de terres supplémentaires pour accueillir un centre de formation des agriculteurs avec une ferme de démonstration. Elle est dans l'attente de fonds pour conclure la transaction. "Nous pensons qu'un centre de formation avec une ferme de démonstration est nécessaire pour renforcer la capacité des agriculteurs locaux et leur permettre d'évoluer d'une agriculture traditionnelle vers un modèle d'agriculture commerciale".





**TABLE RONDE MINISTERIELLE :** Transformer l'agriculture pour la croissance économique

**Modérateur: Negatu Makonnen, Représentant Pays, BAD, Rwanda**



**Julien Nkoghe Bekale, Ministre de l'Agriculture, Gabon**

Julien Nkoghe Bekale a souligné que même si le Gabon est principalement un pays producteur de pétrole, le gouvernement a l'intention de se développer dans tous les domaines, notamment le secteur agricole.

*"Nous ne voulons pas être uniquement associés au pétrole : Le Gabon possède en effet tous les attributs d'un secteur agricole prospère, notamment en raison de l'abondance de terres, du soleil et de l'eau".*

*"Tout comme mes prédécesseurs ont déjà pu souligner, les gouvernements sont en général de piètres gestionnaires d'entreprise, et il est donc crucial d'obtenir la participation du secteur privé. Nous devons dans ce cadre nous assurer de faciliter l'implication du secteur privé, notamment par des mesures de facilitation fiscale".*

**Agnes Kalibata, Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales, Rwanda**



La politique agricole du Rwanda est basée sur trois objectifs stratégiques, expliqua Agnès Kalibata :

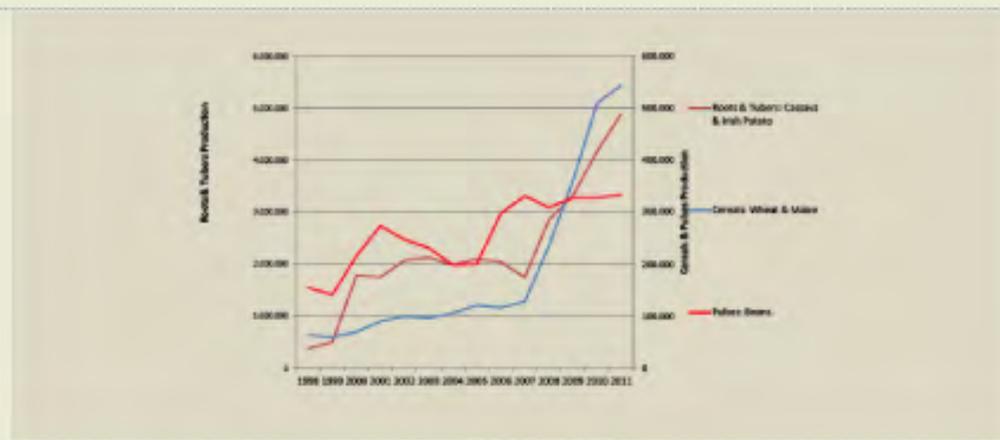
- Devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2020
- Un secteur agricole axé sur la participation du secteur privé au lieu du secteur public
- Un secteur dominé par les petits producteurs en raison de la forte densité de population par rapport à la terre.

La Ministre a ensuite abordé la question de la consolidation des terres, basée sur le principe d'une utilisation collective des terres, tout en s'assurant que les agriculteurs individuels soient les propriétaires légaux de leurs terres, avec des titres de propriété à l'avenant. Les agriculteurs doivent se sentir à l'aise avec le labourage et la récolte en commun. Grâce à la consolidation des terres, il est notamment plus simple de faire parvenir des intrants aux agriculteurs.

La Ministre a également souligné l'amélioration significative du secteur agricole depuis que le pays a décidé de mettre le secteur agro-alimentaire au sommet des priorités nationales. Avec un Gouvernement focalisé sur la croissance du secteur agricole et un secteur privé bénéficiant d'un environnement propice aux affaires, il est possible de parvenir à de résultats positifs.

## LES TENDANCES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

L'ACCROISSEMENT DE 43% DE LA PRODUCTION DE CULTURES VIVRIERES DE BASE



### Ruth Nankabirwa Sentamu, Ministre d'Etat déléguée à l'Agriculture, Ouganda



Ruth Sentamu commença son intervention en expliquant que le secteur agricole doit figurer parmi les domaines prioritaires de développement. En outre, les politiques doivent viser à éviter que les gouvernements ne soient impliqués dans le domaine des affaires et de l'entrepreneuriat.

Les agriculteurs devraient également être guidés dans l'identification des opportunités, de sorte qu'ils puissent accéder facilement aux marchés. "Le Gouvernement d'Ouganda a identifié dix filières en ce sens" expliqua-t-elle. Les réglementations et les politiques devraient également être simplifiées, de manière à ce que les investisseurs soient en mesure de faire des affaires facilement.



## ATELIERS PARRALLELES

**Atelier A:** Accès aux marchés: Systèmes d'information et technologies de communication

**Modérateur:** Innocent Ntabana, Consultant, IFDC (International Fertiliser Development Centre), Rwanda



### Olaf Erz, Représentant Pays et Directeur Régional pour l'Afrique de l'Est, IICD (Institut International pour la Communication et le Développement), Ethiopie

Olaf Erz a commencé sa présentation en montrant la corrélation entre croissance et technologie, notamment à travers l'utilisation de téléphones mobiles. Certains agriculteurs sont analphabètes, mais utilisent aisément les technologies modernes de communication.

L'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) est présent dans 12 pays en Amérique latine et en Afrique. Ses principaux domaines d'activité sont le secteur agricole, la santé et l'éducation, et son but est de promouvoir le développement d'une manière durable et responsable.

Le soutien de l'IICD est offert au niveau local, régional, national ainsi qu'aux ONG. Grâce à la technologie, les agriculteurs peuvent recevoir des données en temps réel leur permettant de connaître les prix du marché leur donnant la possibilité de mieux gérer l'écoulement de leur production.

### Willen Selen, Spécialiste en Informatique, IFDC, Kenya

Pour Willen Selen le rôle des technologies de l'information est très important dans le développement de l'entreprise, notamment l'utilisation de l'informatique pour stocker, gérer et transmettre des données sensibles. Il faut combler les lacunes et identifier les besoins que la technologie de l'information et de la communication peuvent couvrir. Il est donc nécessaire de traduire les besoins et le contexte en termes de compétences techniques et déterminer si les réponses apportées peuvent fonctionner avec les systèmes existants. Il faut également prêter attention au rapport coût / bénéfice, et faire en sorte que les solutions permettent réellement d'assurer une croissance plus durable.



**Titus Nalinda, Assistant de recherche,  
Université de Makerere, Ouganda**

La téléphonie mobile est le meilleur moyen d'atteindre directement les petits producteurs. L'agriculteur est le principal bénéficiaire de l'information, car cela lui permet de produire plus et mieux. Il est donc de notre devoir d'aider les petits producteurs à accéder plus facilement à l'information. Cette information doit également être disponible sur l'ensemble de la chaîne de valeur pour une meilleure coordination.

Les informations sont fournies dans la langue maternelle de l'utilisateur afin de permettre un accès plus large à cette technologie. L'information est également disponible en version audio pour la même raison. Les messages d'information sont envoyés deux fois par semaine et les agriculteurs peuvent poser des questions en cas de besoin et faire appel à des experts pour répondre à des situations spécifiques.



**Martin Drevon, Chief of Party/ Projet PReFER,  
Rwanda**

Martin Drevon commença par donner quelques explications sur le projet pilote "m-farms", qui est une plate-forme technologique visant à relier l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur agricole. Ce projet est actuellement en cours dans trois communes de la province orientale du Rwanda et vise à suivre l'écoulement de trois types d'engrais.

Dans un premier temps, une enquête a été menée auprès de 41 distributeurs d'engrais. Les informations ont été transmises et recueillies dans une base de données établie au Ghana. L'application permet aux fournisseurs d'intrants de faire des rapports détaillés sur l'approvisionnement, les ventes, la météo, etc.

L'application est utilisée en kinyarwanda afin d'assurer la compréhension et la diffusion la plus large possible. Les données sur la gestion des stocks sont émises sur une base hebdomadaire, en plus de prévisions de ventes. Tous les intermédiaires reçoivent également un rapport hebdomadaire des ventes et des achats, y compris les invendus et les transferts.



**Bridget Okumu, Coordinatrice du Programme AMITSA,  
IFDC, Kenya**

Le "Market Information System" (MIS) est un système qui recueille, analyse et diffuse des informations. Selon Bridget Okumu, le MIS est utilisé pour améliorer la transparence et le volume des transactions dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CEA). Les objectifs sont d'améliorer l'accès à l'information, et de créer des liens entre les fournisseurs et les détaillants d'intrants agricoles.

Le programme AMITSA travaille avec les secteurs public et privé à travers un réseau de travailleurs agricoles dans plusieurs pays (Burundi, Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda et Tanzanie). Grâce à ce projet les commerçants et traders de produits agricoles peuvent faire des comparaisons de prix entre différentes villes, et savoir où ils peuvent commander ou stocker des marchandises en fonction de la disponibilité en temps réel.

**Atelier B :** L'incubation agro-alimentaire, un outil fondamental pour libérer le potentiel de l'agriculture africaine et la transformation économique

**Modérateur :** Dr Michael Makokha , Fondateur et PDG d'Adaptive Seeds Company Ltd, Kenya

**Steven Giddings, Facilitateur régional pour l'Afrique, Banque Mondiale - Infodev,  
Afrique du Sud**

Un incubateur d'entreprises est un programme destiné à soutenir le développement réussi de sociétés entrepreneuriales à travers un éventail de ressources et de services de soutien, expliqua Giddings. Cette palette de services devrait être développée et orchestrée par la direction de l'incubateur, et offerte à la fois au sein de l'incubateur et à travers son réseau de contacts.

L'incubation d'entreprises représente aujourd'hui un revenu fiscal entre 3% et 4%, et a pour effet d'augmenter les bénéfices le long de la chaîne de valeur, par l'introduction d'innovations technologiques et de meilleurs modèles d'affaires. On estime que 16% de la production agricole en Afrique est perdue en raison de l'absence de réfrigération et d'infrastructures de distribution. Par conséquent, il est extrêmement important de soutenir l'incubation d'entreprises pour innover en matière de gestion des affaires. Giddings a conclu avec l'exemple d'UniBRAIN, une entreprise qui vise à créer 14 000 emplois grâce à un projet visant à soutenir des entrepreneurs formés dans le secteur de l'agro-industrie.





**Alex Ariho, Coordinateur des installations, UniBRAIN, Ghana**

Le modèle d'affaires d'UniBRAIN est basé sur une approche de partage des connaissances entre les universités, les entreprises et les centres de recherche. Il souligna la nécessité pour les universités de disposer des compétences techniques exigées par le secteur privé. Ceci est primordial pour la mise en place de synergies entre les universités, les centres de recherche innovants et l'expérience en matière de gestion entrepreneuriale.

Ce partenariat est considéré comme le seul moyen de combler le fossé entre les étudiants et les entrepreneurs, le secteur public et les ONG. La présentation a été conclue par un aperçu du travail accompli par UniBRAIN au Mali, au Kenya, en Zambie, en Ouganda et au Ghana.



**Henry Bwisa, Professeur Titulaire Enseignant l'entrepreneuriat à l'Université Jomo Kenyatta (JKUAT) et Président du Centre de Promotion des Investissements, Kenya**

*"L'agriculture emploie 65% de la population active, et compte pour 32% du PIB du continent. Cependant, des efforts supplémentaires doivent être faits pour réduire la quantité de terres non cultivées et accroître la productivité",* expliqua le Professeur Bwisa. Il a enchaîné sur la manière dont les universités font face aux opportunités et aux défis avec une approche "SWOT", à savoir : forces, faiblesses, opportunités et menaces.

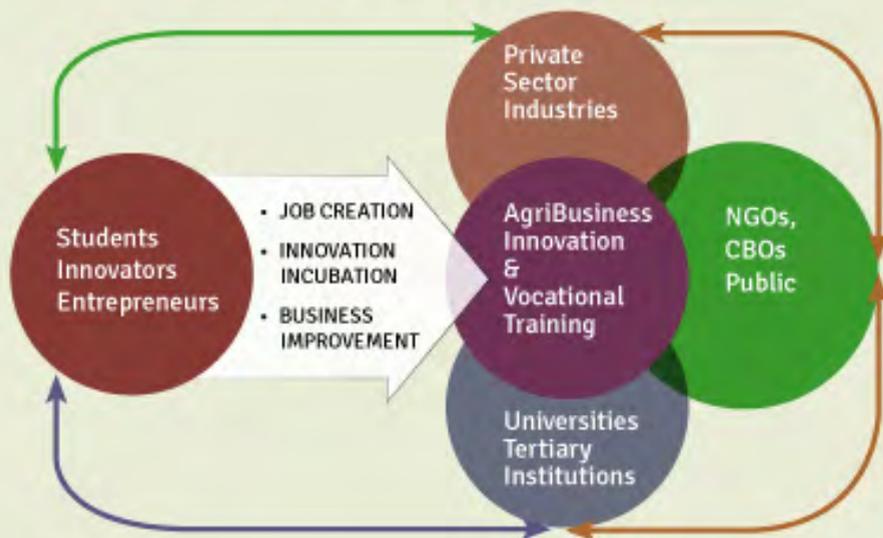
L'idéal est de combiner la stabilité politique, des blocs régionaux et les partenaires de développement avec une série de points forts comme la présence de professionnels qualifiés, ainsi que des infrastructures d'enseignement équitables. Le secteur de l'enseignement devrait concentrer ses efforts sur sept piliers fondamentaux: Les infrastructures agricoles, la technologie et l'innovation, l'analyse des chaînes de valeur, les études de marché, le financement, les modèles de PPP (partenariats public-privé) et les modèles agro-industriels.

Le Prof. Bwisa a conclu en proposant des changements radicaux sur les méthodes d'enseignement, en donnant l'exemple de sa propre approche qui consiste à allouer 45% du temps de formation aux méthodes psychomotrices, et au travers d'expériences de terrain.



### University Private Sector Forum (UPSF)

| Bridging the gap between two giants |



Ariho Alex

**Somasundararam SM. Karuppanchetty, PDG,  
ABI-ICRISAT, Inde**

La vision et la mission d'ABI-ICRISAT est de réduire la pauvreté, la faim, la malnutrition et la dégradation de l'environnement dans les zones arides par la création d'un secteur agricole prospère et en assurant la sécurité alimentaire. Pour ce faire, ICRISAT favorise le développement technologique et la commercialisation de produits liés au secteur agricole. Karuppanchetty a ensuite évoqué les quatre principaux services fournis par ICRISAT, à savoir le développement de la technologie, les activités de conseil, le financement et le mentorat.

Karuppanchetty a conclu en soulignant la rentabilité financière du programme d'incubation d'entreprises d'ICRISAT, tout en interpellant les entrepreneurs sur la façon de financer l'incubation d'entreprises, en soulignant plusieurs approches :

- Les opérations de réingénierie et l'optimisation des ressources existantes
- Les partenariats de développement au niveau urbain et local
  - Les partenariats public privé (Société de gestion professionnelle)
  - Les dons venant d'agences de financement multilatérales / philanthropie
  - Les sociétés avec des apports de capital venant de banques, de gouvernement, etc

**Charles Kwesiga, Directeur Exécutif, Institut ougandais  
pour la Recherche Industrielle, Ouganda**

Le représentant de l'Institut ougandais pour la recherche industrielle a commencé sa présentation en résumant certaines des idées déjà développées par ses homologues, à savoir la nécessité de réduire les pertes post-récolte par l'application de technologies et de principes de gestion. Cependant, estime le Prof. Kwesiga, davantage d'efforts doivent être faits pour améliorer l'accès au financement et optimiser ces approches.

En ce qui concerne le renforcement des liens entre universités et secteur privé, le Prof. Kwesiga estime que les institutions d'enseignement supérieur bénéficieraient grandement d'une approche davantage focalisée sur l'apprentissage pratique et le développement de compétences que sur les connaissances théoriques. Par conséquent, une plus grande synergie recherche-enseignement-entreprise est considérée comme une étape essentielle pour l'industrialisation de l'Ouganda.

**SOIREE DE GALA**

Les participants ont été invités à se joindre à la Soirée de gala, où ils ont pu notamment assister à un spectacle de danse traditionnelle. Le dîner fut également l'occasion d'annoncer le résultat du **concours de l'incubateur de projets EMRC – Rabobank**. Le gagnant de cette année est **Jean-Claude Ruzibiza de Best Farm Ltd Rwanda**.

**Idit Miller**, vice-Présidente et Directrice Générale d'**EMRC**, ainsi que **Pierre van Hedel**, Directeur Général de la **Fondation Rabobank**, lui ont remis le trophée et la somme de 15.000 dollars.

Le Gouverneur Exécutif de l'Etat d'Osun, au Nigéria, **Son Excellence Rauf Aregbesola**, a également été récompensé par le **Prix AgriBusiness EMRC 2013**, pour son importante contribution à la mise en œuvre des politiques visant à développer le secteur agroalimentaire de l'Etat.



## JOUR III - 8 Octobre 2013 – JOURNÉE DE L'INCLUSIVITÉ

**SESSION II: COMMENT PRÉPARER LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES AUX PARTENARIATS COMMERCIAUX: LES STRATÉGIES POUR AMÉLIORER LES REVENUS DES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES ET AMÉLIORER LEUR ACCÈS AUX MARCHÉS.**

**Modérateur: Carlos Da Silva, Economiste Principal agro-alimentaire, FAO, Italie**

**Wainaina Kung'u, Export Trading Company, Kenya**

Wainaina Kung'u a commencé par affirmer que les petits producteurs, qui représentent 80% des agriculteurs en Afrique, doivent être traités avec respect. *"Le petit producteur ne produit pas pour faire du commerce mais pour ses besoins alimentaires. Il a tendance à vendre après la récolte, quand les prix sont bas et à acheter des intrants destinés à la plantation lorsque les prix sont élevés. Les politiques agricoles doivent être rédigées en fonction."*

D'après Kung'u, les petits producteurs peuvent être mieux formés dans les domaines comme le plantage et la tenue de comptes, mais le problème principal est que l'âge moyen des agriculteurs est de 60 ans, et qu'ils cultivent des exploitations qui font en moyenne la moitié d'un hectare. Les petits agriculteurs devraient mettre leurs fermes en commun, et les politiques publiques devraient être mises en place pour inciter les jeunes à s'engager dans le secteur de manière à permettre aux petits producteurs de s'orienter vers des exploitations commerciales.

**Claude Mansell, Directeur Général de MINIMEX, Rwanda**

Minimex est une entreprise de fabrication de farine de maïs. Claude Mansell a souligné l'importance des intermédiaires pour assurer la prospérité du secteur agroalimentaire : dans le cas de Minimex, 9000 tonnes de maïs sont fournis par des intermédiaires et 1000 tonnes par des coopératives. Minimex implique des coopératives dans l'approvisionnement en maïs en leur fournissant des débouchés stables. Les banques, estime-t-il, doivent s'impliquer davantage dans le financement des coopératives, et le gouvernement doit mettre en œuvre le système de récépissé unique pour les entrepôts. Ce système, à condition d'être correctement mis en œuvre, peut jouer un rôle dans le maintien de la qualité du maïs.



**Raf Somers, Co-Manager du Programme de distribution de semences et du développement agricole, Agence Belge de Développement, Rwanda**

Raf Somers a souligné que les petits exploitants peuvent produire plus et assurer une production de meilleure qualité à condition d'être bien pris en charge, tel que démontré par les écoles pratiques d'agriculteurs qui offrent des conseils et de la formation sur la façon de diversifier les produits suivant les besoins du marché. ]

Cette approche signifie que les agriculteurs sélectionnés deviennent des facilitateurs pouvant créer un lien entre les agriculteurs et les marchés adaptés à leurs produits. Les avantages d'utiliser des agriculteurs comme facilitateurs tiennent notamment au fait que :

- Ils connaissent les agriculteurs
- Ils facilitent le processus d'apprentissage
- Ils peuvent organiser la chaîne d'approvisionnement (de meilleure qualité et en temps opportun)
- Ils sont formés pour faire face aux défis futurs.

### | LES PETITS EXPLOITANTS PEUVENT PRODUIRE BEAUCOUP ! |

- Ils peuvent produire plus et de meilleure qualité si ils reçoivent du support : ex exemple des écoles pour agriculteurs.
  - Potentiel de diversifier les produits suivant les besoins du marché
- Des milliers de formateurs SFL sont disponibles**
- Des experts low cost qui sont à portée de mains
  - GANGANT- GANGANT est une réalité
  - Exemple – le secteur laitier au Vietnam

**Marcos Le Moal, projet PAA Afrique PAM, FAO, Niger**



Marcos Le Moal a rappelé que l'accès au marché est crucial, mais les marchés sont concurrentiels et la compétitivité des petits producteurs est donc essentielle. Il s'agit donc de créer des systèmes durables de production alimentaire qui visent à renforcer les petits producteurs.

Il est possible d'augmenter le potentiel de production de ces agriculteurs à condition d'améliorer l'accès à la qualité de leurs intrants sur une base durable, ainsi que l'accès à une assistance technique locale adaptée.

**Rebecca Savoie, Directeur Pays, Technoserve, Tanzanie**

Rebecca Savoie a commencé par expliquer que les partenariats entre les petits exploitants agricoles et les différents fournisseurs permettent d'améliorer les activités de chacun et de créer des réseaux. Pour que ces liens fonctionnent de manière optimale, les agriculteurs doivent avoir des compétences de base en matière de gestion.

Grâce à la technologie mobile, des plates formes peuvent être utilisées pour relier les petits agriculteurs à différentes entreprises ou acheteurs, économisant ainsi beaucoup de temps et d'argent.



**Yariv Kedar, Directeur Général Agro-alimentaire Durable, Amiran Kenya, Kenya**



Yariv Kedar a parlé brièvement d'Amiran Kenya, entreprise leader du secteur agro-industriel depuis 1963, et à la tête de nombreux projets dans l'agriculture de pointe et la distribution d'intrants. Amiran s'est fixé l'objectif de promouvoir l'agriculture durable par l'agrobusiness pour les petits agriculteurs, en utilisant une approche holistique unique appelée le Farmers Kit Amiran (AFK).

Le kit comprend une serre, un système d'irrigation au goutte à goutte, un réservoir d'eau, un pulvérisateur, des semences, un ensemble complet de pépinière, des engrais, les produits de protection des cultures, de l'équipement de protection individuelle, une formation, un soutien agronomique et enfin une assurance risque.



**SESSION III:** Promotion du secteur agro-industriel dans la communauté d'Afrique de l'est: la voie vers un accès inclusif aux marchés

**Modérateur: Alhaji Jallow, Représentant FAO en Ouganda, Ouganda**

**Nuhu Hatibu, PDG, Kilimo Trust East Africa, Ouganda**

Nuhu Watibu a brièvement introduit le programme de développement de l'agro-entreprise (E3ADP). Le programme est axé sur l'augmentation de la compétitivité dans le secteur agricole grâce à l'ajout de valeur, la participation au marché et à la transformation industrielle. Il a rappelé que les produits alimentaires de base qui sont périssables et non traités traversent très rarement les frontières de la CAE. Il est donc crucial pour assurer la sécurité alimentaire de transformer les matières premières et d'y ajouter de la valeur. La vision est un secteur agricole dans les pays partenaires de la CAE, qui fournissent des produits agricoles à forte valeur ajoutée et des fibres, fourrages et autres produits agricoles différenciés pour les marchés locaux, régionaux et internationaux.



**Fiona Lukwago, Directrice adjointe, Kilimo Trust, Ouganda**

Fiona Lukwago a examiné la question du conditionnement qui affecte fortement la vente de produits agricoles dans les pays de la CAE. Pour remédier à cette question des économies d'échelle sont nécessaires pour assurer la viabilité d'une production de masse de conditionnement et d'emballages permettant de stimuler le commerce régional. Le papier recyclé et durable est favorisé suite à la récente interdiction de certains matériaux d'emballage en plastique dans les pays de la CAE. En conclusion, dit-elle, il y a de nombreuses opportunités de croissance dans les marchés régionaux.



**Moses Marwa, Economiste agricole Principal, EAC, Tanzanie**

Il existe un grand besoin de développement de l'agrobusiness dans la CAE car elle conduirait à:

- La création d'emplois
- La réduction des pertes post-récolte
- La sécurité alimentaire
- La lutte contre la pauvreté
- Une croissance des échanges et de la coopération intra-CAE.

Marwa souligna que le développement de l'agro-industrie dans la région peut avoir lieu si tous les partenaires sont impliqués: gouvernement, secteur privé et partenaires du développement. Il a toutefois ajouté qu'il existe de nombreux défis auxquels le secteur de l'agro-industrie dans la région continue à faire face, comme la fourniture insuffisante de matières premières, l'insuffisance des infrastructures, la faible utilisation des capacités et le haut niveau de pertes après récolte. Le développement de chaînes de valeur doit donc être encouragé, notamment grâce au marketing collectif.

**Eleni Gabre-Madhin, PDG d'Eleni LLC, Kenya**

La bourse d'échange des produits de base est un moyen fiable, efficace et transparent pour connecter les acheteurs et vendeurs de biens stockables, standardisables et divisibles. «Une bourse d'échange favorise le changement quand il y a un impact direct et catalytique» souligna Gabre-Madhin. Les signes à observer sont :

- L'amélioration de la qualité avec de meilleurs produits vendus sur le marché
- une plus grande transparence du marché, notamment par l'autonomisation des petits exploitants, la convergence des prix locaux et nationaux
- Une meilleure inclusion dans les marchés des petits producteurs dans l'accès aux marchés nationaux
- Le passage de l'informel au formel, avec le renforcement de petites entreprises commerciales



**SESSION SPECIALE** : Les opportunités d'investissement au Rwanda dans le secteur agroalimentaire

**Modérateur: Nuhu Watibu, PDG de Kilimo Trust, Rwanda**

**Agnes Kalibata, Minister of Agriculture and Animal Resources, Rwanda**

Le secteur agricole a contribué à plus de 50% de la réduction de la pauvreté au cours des 10 dernières années au Rwanda, souligna Kalibata. «Le Gouvernement a mis en avant des politiques qui stimulent la production, tels que la consolidation des lopins de terres, le développement de cultures en terrasse qui a augmenté la productivité sur les pentes, et l'augmentation de l'utilisation d'engrais. Le Gouvernement a l'intention d'être un facilitateur et régulateur pour inciter le secteur privé à investir », dit-elle. Elle a enchaîné sur les opportunités dans le secteur agricole rwandais que les investisseurs peuvent saisir, et notamment:

- les semences
- les aliments pour animaux
- l'infrastructure post-récolte comme les installations de stockage et le conditionnement
- la floriculture
- la production horticole destinée à l'exportation



**Claire Akamanzi, PDG par intérim de Rwanda Development Board**

Claire Akamanzi a commencé par rappeler l'excellente conjoncture économique du Rwanda. Ces dernières années, le taux d'inflation au Rwanda atteignait les 4%, un chiffre historiquement bas. «Il ne faut que 6 heures pour démarrer une entreprise. La démarche est gratuite lorsqu'elle est effectuée en ligne et coûte 15 000 francs rwandais quand on vient physiquement dans les bureaux du RDB», dit-elle. *"Le Rwanda jouit d'une excellente réputation en matière de bonne gouvernance et figure à la 4<sup>e</sup> place en Afrique dans le classement des pays les plus prometteurs en matière d'investissements. Le Rwanda est donc une destination sûre"*.

Un centre "One-Stop" a été établi dans les bureaux de la RDB permettant d'effectuer toutes les démarches en une seule fois et sous un seul toit, permettant un gain de temps précieux.

**Hannington Namara, Chief Executive Officer Private Sector Federation, Rwanda**

La Chambre des agriculteurs du Rwanda regroupe les agriculteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur, pour assurer le développement du secteur. Une plate-forme d'exportateurs a également été créée. "La plupart des agriculteurs étant de petits producteurs de l'agriculture vivrière, le rôle du secteur privé est encore faible et la même chose s'applique aux intrants et aux services agricoles", dit-il.

*"Il est certain que le secteur privé est présent, mais il reste encore beaucoup à faire", conclut-il.*





**Paul Kukubo, PDG East African Exchange, Rwanda**

Paul Kukubo a présenté la Bourse d'Afrique de l'Est. Il s'agit d'une plate-forme pour le commerce régional dont l'activité principale est d'intégrer la chaîne de valeur des matières premières agricoles, et de jouer le rôle d'un marché électronique.

*"Les besoins des petits agriculteurs doivent être adressés au sein de cette bourse",* dit-il. L'East African Exchange gèrera dix entrepôts d'ici à la fin de l'année.

**Peter M. Kerkhoven, Co-fondateur de Tierra BV, Pays-Bas**

Peter M Kerkhoven a déclaré que les petites entreprises qui ont entre un et dix millions d'euros d'actifs viennent en Afrique pour investir. *"Les petites entreprises sont en pleine croissance par rapport à de grandes multinationales comme Boeing, Volvo et AT & T qui sont en difficulté. Au Rwanda, les secteurs d'opportunité sont la pomme de terre, grâce à une production importante, et la floriculture"* dit-il.



\*\*\*

*Le restant de l'après-midi fut consacré à des rencontres B2B. Plus de 600 rencontres ont eu lieu dans le courant de l'après-midi.*

## JOUR IV - 9 octobre 2013 – JOURNEE DE LA FINANCE

### SESSION IV – Faciliter l'accès à la finance dans l'agrobusiness PARTIE I: Le rôle du financement commercial

**Modérateur : Arthur Levi, membre du Comité Exécutif d'EMRC, Belgique**

**Sylvia Ngare, Finance Officer Centum, Kenya**

L'objectif de Centum est de créer des richesses tangibles en soutenant les investisseurs en Afrique. Centum offre l'accès à un portefeuille d'investissement diversifié, habituellement inaccessible.



*"La production agricole en Afrique est malheureusement encore largement l'affaire de petits producteurs et autres intermédiaires dans la chaîne de valeur. Le résultat est un secteur très fragmenté, un cercle vicieux de faibles rendements, des agriculteurs avec peu de revenus et des fluctuations excessives des prix des produits de base".*

*"La conclusion est donc claire: il faut renforcer le cadre juridique, renforcer les partenariats pour débloquer le vrai potentiel du secteur agricole africain, réduire les obstacles au commerce, utiliser les compétences de PME pour améliorer l'industrie et réduire l'impôt sur les sociétés".*

**Ephraim Turahirwa, PDG, Banque Populaire du Rwanda, Rwanda**

Turahirwa a présenté les différentes sources de la croissance économique, à savoir les facteurs naturels, le capital humain, le capital physique et les facteurs technologiques et institutionnels. Il a souligné les raisons des imperfections du marché, notamment le manque de contrôle du commerce, le risque de change et de solvabilité des différents pays. L'agrégation des clients peut également faciliter le développement de services de gestion des risques.





**Ami Lustig, PDG, LR Group, Israël**

Ami Lustig a commencé par donner un bref aperçu de LR Group: *"Nous sommes une société de développement de projets internationaux de premier plan, actifs depuis 1985. Nous sommes basés en Israël, avec plus de 2.000 employés dans le monde".*

Il a souligné que le défi mondial de la sécurité alimentaire est à la fois une opportunité et une nécessité. "Le secteur agricole est très vulnérable à la volatilité des prix, ce qui conduit souvent à une instabilité structurelle". Il a souligné l'importance des petits producteurs et la manière dont ils peuvent faire partie de projets de grande envergure. Ami Lustig a conclu sa présentation en donnant plusieurs exemples de réalisations de LR Group au Gabon et au Tchad, d'agro-villages au Nigéria et projets laitiers en Ouganda.



**Eric Kaleja, Représentant Résident, KfW/DEG, Kenya**

DEG est une filiale du groupe allemand KfW, principalement active dans le secteur public avec un portefeuille de quelque 6 milliards €. Elle est membre des institutions financières de développement européennes. Le principal défi, selon Eric Kaleja, est d'élargir les possibilités de transformation des aliments pour le marché local et le marché d'exportation et la mise en œuvre des normes de haute qualité.

Deux solutions sont proposées pour remédier à ce problème : les prêts à long terme qui permettent un investissement de qualité dans les PME, et de nouvelles machines pour accroître la production et produire des concentrats. La DEG intervient au niveau de l'emprunt et fournit une assistance technique pour améliorer la chaîne d'approvisionnement avec une petite aide locale et technique pour les agriculteurs en matière de gestion financière.

Il conclut en présentant les différents aspects du financement des secteurs de l'agroalimentaire tels que le risque agricole, les conditions de production, le processus de production naturel, le savoir-faire, la volatilité des prix du marché et, enfin, le respect des normes environnementales et sociales internationales.



**Daniel Muhimuzi, Gestionnaire pays, Oikocredit, Kenya**

Obtenir du financement est un défi immense, et Daniel Muhimuzi en a livré une expérience personnelle lors de ce forum: Il avait lui-même demandé un financement auprès d'Oikocredit, mais voyant que Oikocredit n'était pas actif dans le pays, il a proposé la création d'une filiale au Rwanda. C'est désormais chose faite.

La mission d'Oikocredit est « simple » : soutenir des personnes défavorisées en leur proposant des lignes de crédit.

La plupart des clients d'Oikocredit sont des institutions de microfinance. Le secteur agricole est à la deuxième position dans le portefeuille d'actifs, et la société propose de nombreux produits financiers pour les projets agricoles. Muhimuzi a rappelé les contraintes majeures à la croissance que sont le manque de savoir-faire, le manque d'informations fiables / complètes, le manque de projets viables et enfin la concurrence.

## The Way Forward

- Improve due diligence and monitoring
  - Trade finance - closely monitor the flow of goods and money
  - Develop in-house knowledge about key agricultural commodities and prices
  - Provide Capacity Building to weaker partners
- Develop Partnerships
  - Guarantee Programs (USAID, ICCO, Church of Sweden, African Guarantee Fund)
  - Capacity Building (Agriterra, Rabobank Foundation)



**Partie II:** Les finances publiques et les bailleurs de fonds, l'augmentation des investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie

**Moderateur: Arthur Levi, membre du Comité Exécutif d'EMRC, Belgique**

**Pichette Kampeta Sayinzoga, Secrétaire Permanente du Ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda**

Le secteur agroalimentaire est sous-financé, mais il n'en découle pas automatiquement que plus d'argent signifie plus de résultats, expliqua Sayingoza. *"Nous devons d'abord savoir comment parler aux bailleurs de fonds et comment expliquer que le financement doit être stratégique"*.

Une autre question importante est de savoir si les fonds doivent aller au secteur privé ou au secteur public. Selon Sayingoza, les fonds doivent être remis à la société civile et pas nécessairement à des ONG parce que "l'aide" n'est pas propice à une croissance économique durable .

*"Nous avons déjà réussi dans le passé à réduire la pauvreté de 12% selon un plan établi en collaboration avec divers partenaires, dépassant l'objectif de 10% de réduction qui avait été établi avec la communauté internationale. Nous avons également atteint la sécurité alimentaire endéans quelques années"*.

**Negatu Makonnen, Représentant Pays, BAD, Rwanda**

Les besoins d'investissements du secteur agricole sont gigantesques, souligna Makonnen. Au cours de l'année 2012, plus de 700 millions de dollars ont été investis dans le financement direct. La BAD doit aligner ses activités avec les plans et les priorités des pays dans lesquels elle opère.

Makonnen a ensuite présenté les priorités pour l'agriculture: une croissance inclusive, une croissance verte et un développement important du secteur privé. En conclusion, il a déclaré que le rôle des institutions financières régionales et nationales doit être renforcé afin de promouvoir un partenariat efficace et enfin, explorer des mécanismes financiers innovants.



**Nuria de Oca, Banque mondiale, Etats-Unis**

Nuria de Oca a commencé son exposé en définissant clairement les principaux objectifs de la Banque mondiale:

- Produire et diffuser des données et des indicateurs fiables
- Informer le secteur financier, renforcer le secteur privé, soutenir le dialogue politique et catalyser l'action et la recherche.

De Oca a ensuite fait une analyse comparative de l'avenir de l'industrie agroalimentaire, au cours de laquelle elle a souligné l'augmentation des prix face à la demande croissante pour des produits alimentaires, ainsi que la croissance urbaine. Certaines parties de la loi ont un impact critique sur la productivité du secteur agricole sur une petite échelle. Les règles et règlements ayant une incidence sur les grandes entreprises peuvent également influencer considérablement sur la rentabilité des petites et moyennes exploitations.

**M. Kalyanasundaram, Chief Executive, DHAN International, Indie**

M. Kalyanasundaram a présenté la mission essentielle de DHAN International, à savoir le renforcement des personnes et des institutions par le développement d'innovations, afin de permettre aux communautés pauvres de réduire la pauvreté.

Il a ensuite décrit les groupes qui cherchent à avoir accès au financement. Il s'agit souvent de femmes, de travailleurs agricoles, ou de petits exploitants. Différentes approches existent pour faciliter l'accès au financement:

Encourager une approche individuelle plutôt qu'une approche de groupe, organiser des groupes de soutien, mettre en réseau des associations et des coopératives rurales, organiser les sociétés de producteurs dans le secteur agricole, créer un cadre institutionnel supplémentaire, installer un système bancaire classique, promouvoir l'avancement d'alternatives financières et enfin connecter les flux de financement alternatifs aux systèmes bancaires traditionnels.



**Annnonce de l'édition 2014 de l'Africa Finance & Investment Forum d'EMRC**

Eric Kaleja, Représentant Résident, KfW/DEG (Kenya) et Idit Miller, vice-Présidente et Directrice Générale d'EMRC ont annoncé l'événement-phare d'EMRC en Europe pour l'année 2014. L'Africa Finance & Investment Forum (AFIF) aura lieu à Cologne en Allemagne avec la KfW / DEG comme partenaires officiels. Le Forum sera axé autour du thème « L'accès au financement / Financer les opportunités d'affaires » et aura lieu du 4 au 5 juin 2014. Une formation exécutive sera également disponible les 2 et 3 juin 2014.

Le Forum AFIF est un événement international qui vise les décideurs politiques, les bailleurs fonds, les banquiers et les entrepreneurs du secteur privé intéressés par le financement de projets et de partenariats en Afrique. Le Forum est un endroit où les entrepreneurs africains peuvent renforcer leurs réseaux et rencontrer des investisseurs qui cherchent de nouvelles opportunités en Afrique.



EN COLLABORATION AVEC:



HERBEGE PAR LE  
GOUVERNEMENT  
DU RWANDA

ORGANISATIONS PARTENAIRES



PARTENAIRE SCIENTIFIQUE



PARTENAIRE DE RESEAUTAGE

